

RAPPORT FINANCIER

Exercice 2013



Présenté par Alain CORNILLE



SOMMAIRE

INTRODUCTION	Page	3
I – LE RESULTAT ODOD EN 2013	Page	4
II – LE COMPTE DE RESULTAT ODOD	Page	7
III – L’ACTION SOCIALE	Page	17
V – BILAN ODOD	Page	19
CONCLUSION	Page	21

INTRODUCTION

L'ENFANCE DOUANIERE FACE AUX INCERTITUDES BUDGETAIRES

La crise économique continue de bousculer les économies européennes : la croissance est atone, le chômage s'amplifie et les dettes publiques atteignent des niveaux record. Pour se désendetter, les Etats conduisent des politiques de rigueur qui réclament des économies drastiques dans les dépenses publiques.

S'efforçant de suivre les recommandations des principales institutions économiques internationales et nationales (dont la Cour des Comptes), la France doit se soumettre à cette cure d'amaigrissement budgétaire. Le gouvernement vient ainsi de s'engager à réaliser 50 milliards d'économie d'ici 2017.

L'ODOD dont la subvention est indexée sur le budget de fonctionnement de l'Administration des Douanes, est une victime collatérale de ces politiques d'austérité. Depuis 2008, sa subvention qui garantit 60% de son financement a chuté de plus d'1 M€. Une baisse qui contribue à expliquer le niveau record du déficit cette année (-1,3 M€).

AGIR PLUTOT QUE SUBIR

Cette situation oblige le Conseil d'administration à prendre des décisions douloureuses pour rétablir ses équilibres et pérenniser son action sociale.

La fermeture de l'Internat votée le 26 mars 2014 en assemblée générale extraordinaire s'inscrit dans cette perspective. Au-delà des arguments économiques et financiers, cette décision trouve sa justification dans la diminution constante des effectifs démontrant qu'à travers son Internat l'ODOD ne répond plus de façon satisfaisante aux attentes des familles douanières.

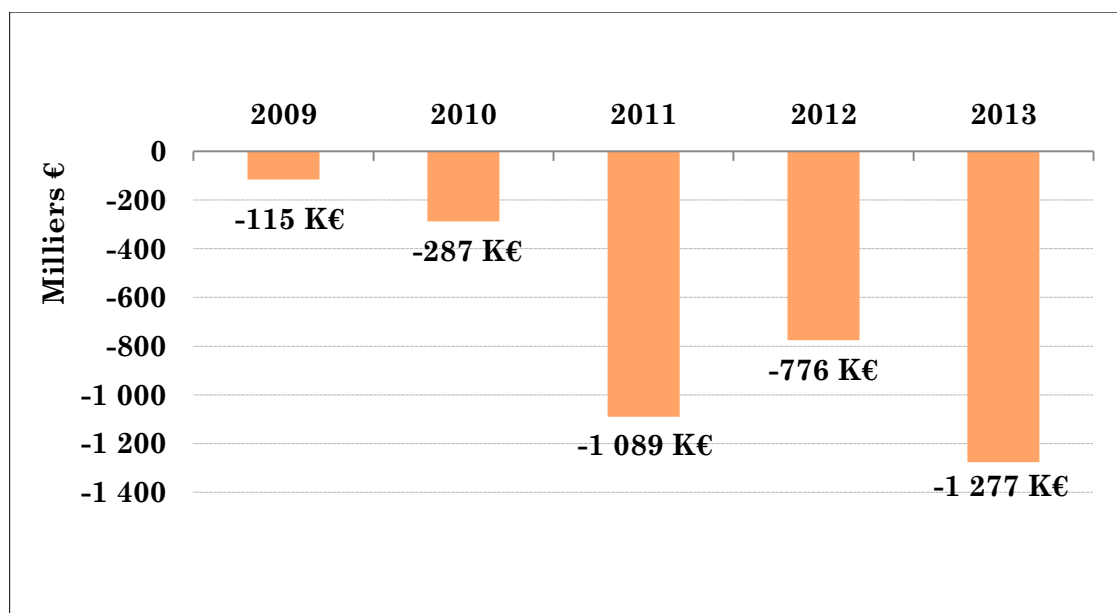
Si l'économie générée est substantielle (-700 K€ environ), nous savons déjà qu'elle ne permettra pas, à elle seule, de rétablir nos équilibres financiers.

Il appartient donc au Conseil d'administration de poursuivre sa réflexion sur la définition d'un nouveau modèle économique qui permettra de gérer durablement une action sociale pour un nombre accru de bénéficiaires. Dans un contexte difficile où les menaces sur le financement se préciseront compte tenu du resserrement de l'étau budgétaire.

I – LE RESULTAT ODOD EN 2013 :

« UN DEFICIT QUI S'INSTALLE ET S'AMPLIFIE »

Le résultat d'exercice s'élève à -1 277 K€. Pour mémoire, il s'établissait à -776 K€ en 2012.



L'examen des résultats intermédiaires (cf. tableau n°1) permet de comprendre que l'aggravation du résultat d'exercice en 2013 (-501 K€) s'explique d'abord par la dégradation du résultat financier (-526 K€). Nous avons souligné dès l'introduction du rapport 2012, le caractère exceptionnel de ce dernier résultat qui expliquait une amélioration en « trompe-l'œil » de notre situation financière 2012.

RESULTATS INTERMEDIAIRES

	2013	2012	2013/2012
Produits d'exploitation	8 404 186	8 472 577	
Charges d'exploitation	10 571 580	10 625 607	
Résultat d'exploitation	-2 167 394 €	-2 153 029 €	-14 364 €
Produits financiers	1 071 522	1 597 318	
Charges financières	280 155	279 476	
Résultat financier	791 368 €	1 317 842 €	-526 475 €
Produits exceptionnels	118 102	100 012	
Charges exceptionnelles	18 878	40 753	
Résultat exceptionnel	99 224 €	59 259 €	39 965 €
RESULTAT DE L'EXERCICE	-1 276 802 €	-775 928 €	-500 874 €

TABLEAU 1

1 – LE RESULTAT D'EXPLOITATION

Le résultat d'exploitation est structurellement déficitaire (-2 167 K€). Les charges courantes de l'ODOD demeurent très largement supérieures aux produits. De plus, ce déficit augmente en 2013.

Cette dégradation s'explique par la diminution des produits d'exploitation et notamment par la baisse des subventions perçues sur l'exercice (-177 K€) ; dont la subvention versée par la DGDDI qui s'est élevée à 5 064 K€ en 2013 €, soit une diminution de - 186 K€ par rapport à 2012. La subvention DGDDI est la première ressource de l'ODOD. Elle représente 60% de ses produits d'exploitation.

Dans le même temps, une diminution des charges d'exploitation est enregistrée (-54K€) alors même que l'ODOD a supporté des dépenses nouvelles sur la période. A ce propos, il convient de souligner le remboursement à la DGDDI des salaires des 3 permanents mis à disposition de l'association. Il a représenté une charge supplémentaire de 181 K€ sur l'exercice.

2 – LE RESULTAT FINANCIER

Le résultat financier s'élève à 791 K€. On note une diminution spectaculaire de ce résultat (-526 K€) qui explique la dégradation du résultat d'exercice constatée en 2013 (-501 K€).

Le tableau n°2 décompose le résultat financier entre d'une part les produits financiers nets et d'autre part la variation des provisions. Il permet d'observer que cette dégradation s'explique *d'une part* par la diminution des produits nets enregistrés (-211 K€) ; *d'autre part*, par la variation des provisions constituées en 2013 et 2012 sur le portefeuille (-315 K€). On rappelle que les provisions sont destinées à faire apparaître à la clôture de chaque exercice la valeur liquidative des différents placements.

RESULTAT FINANCIER

	2013	2012	2013/2012
Intérêts et produits assimilés	792 558	924 972	
Produits nets sur cession de VMP	26 623	28 604	
Malus de rachat des obligations	-103 935	-27 134	
Produits nets enregistrés	715 247	926 442	-211 195
Reprises sur provisions	252 341	643 742	
Dotations aux provisions	-176 220	-252 341	
Variation des provisions	76 121	391 401	-315 280
RESULTAT FINANCIER	791 368 €	1 317 842 €	-526 475 €

TABLEAU 2

3 – LE RESULTAT EXCEPTIONNEL

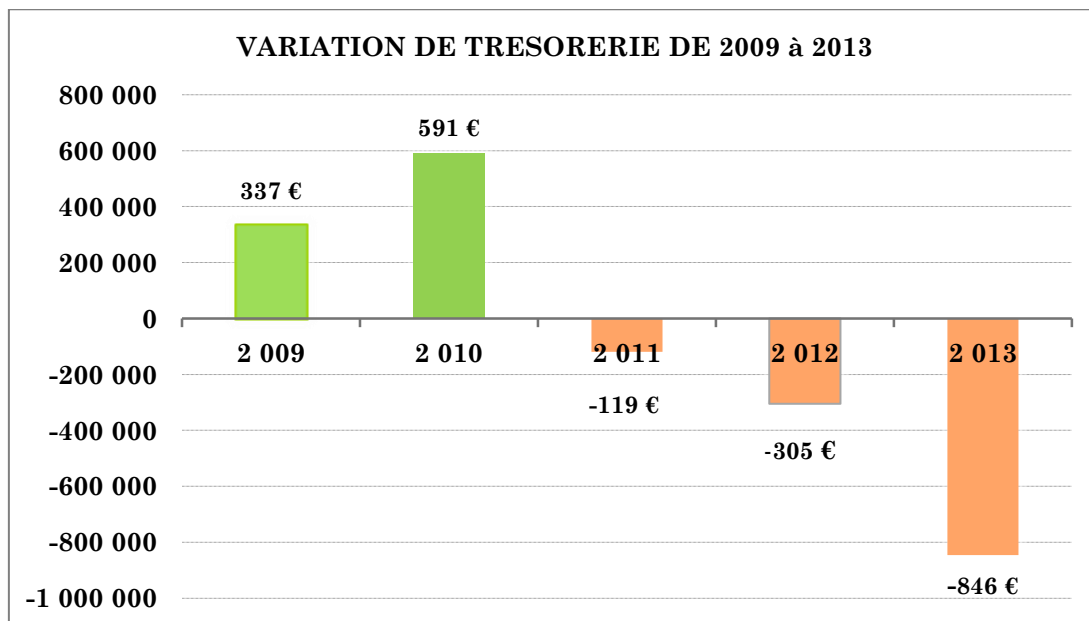
Le résultat exceptionnel s'élève à 99 K€.

Les produits exceptionnels sont constitués des subventions d'investissement inscrites à l'exercice (57K€) mais également d'un remboursement lié à la régularisation du prorata général de déduction de TVA (48K€). Les charges exceptionnelles sont constituées, quant à elles, des charges constatées sur les exercices antérieurs (18K€).

4 – LA TRESORERIE.

Le graphique ci-après présente la variation de trésorerie entre 2009 et 2013.

A travers ce graphique, nous constatons que jusqu'en 2010 l'ODOD reconstituait ses réserves financières. En revanche, depuis 2011, la tendance est inversée. C'est bien en puisant dans ces dernières que l'association a financé ses activités au cours des 3 derniers exercices. On constate de plus que ce prélèvement s'accélère chaque année. Il s'élevait à 119 K€ en 2011. Il approche les 850 K€ en 2013.



II – LE COMPTE DE RESULTAT ODOD

“ DES CHARGES IMPORTANTES FACE A DES PRODUITS FRAGILISES PAR LA DIMINUTION DE LA SUBVENTION VERSEE PAR LA DGDDI. ”

1 – LES PRODUITS D’EXPLOITATION ODOD.

PRODUITS D’EXPLOITATION

	2013	2012	2013/2012
Subventions d'exploitation	5 076 202	5 265 481	-189 279
Montant net du Chiffre d'affaires	2 456 303	2 411 417	44 887
Dons et legs	497 764	360 875	136 888
Cotisations des adhérents	207 636	211 476	-3 840
Reprise de provisions et transfert de charges	124 726	139 174	-14 448
Production immobilisée	39 796	83 404	-43 608
Autres produits	1 758	750	1 008
TOTAL PRODUITS D’EXPLOITATION	8 404 186 €	8 472 577 €	-68 392 €

-1%

TABLEAU 3 : LES PRODUITS D’EXPLOITATION

Le total des produits d’exploitation s’élève à 8 404 K€.

On constate une baisse de ces produits qui s’explique d’abord par la diminution des subventions d’exploitation perçues sur l’exercice (-189 K€), principalement constituées de la subvention de fonctionnement versée par la DGDDI. Elle s’élève à 5 064 K€ en 2013. Rappelons l’engagement de la directrice générale des douanes de stabiliser cette ressource pour les années 2014 et 2015 à hauteur des montants perçus en 2013.

L’augmentation des ressources propres, constituées du chiffre d’affaires issu de l’activité hôtelière lucrative (+45 K€) et des dons et legs (+137 K€), a permis de compenser partiellement ce « manque à gagner ».

Il convient enfin de noter la diminution de la ligne « Cotisations » (- 4K€). Elle traduit la lente et préoccupante érosion des effectifs d’adhérents que revendique l’Association. L’ODOD comptait 17 623 adhérents en 2012. Elle en dénombre 17 303 un an plus tard, soit une perte nette de 320 sur l’exercice.

1.1 LES VENTES ET PRESTATIONS DE SERVICE : UNE REPARTITION DU CHIFFRE D’AFFAIRES PAR ETABLISSEMENT.

Le tableau n°4 présente la répartition du chiffre d’affaire par établissement.

Il comprend «*un chiffre d’affaire commercial*» provenant de l’activité hôtelière dont la vocation est de générer des recettes permettant d’amortir les charges de structures qui pèsent sur nos établissements et «*un chiffre d’affaire social*» qui correspond aux pensions payées par les familles douanières pour les séjours de leurs enfants effectués en centres de vacances mais également au sein de l’Internat éducatif.

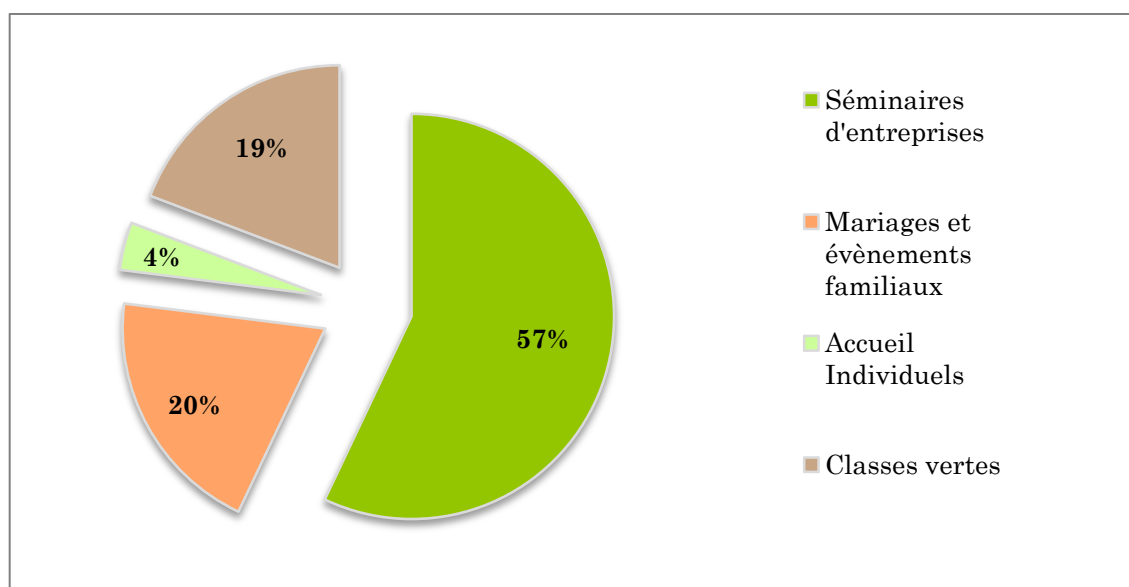
VENTES ET PRESTATIONS DE SERVICES 2013 -2012

	2013	2012	2013/2012	%
Chalès	1 484 182	1 414 140	70 042	5%
Siège	490 943	543 142	-52 199	-10%
Bilhervé	452 118	443 797	8 321	2%
Comités	29 060	10 338	18 722	181%
Total Chiffres d’affaires	2 456 303 €	2 411 417 €	44 886 €	2%

TABLEAU 4 : LES VENTES ET PRESTATIONS DE SERVICES

Le chiffre d’affaire ODOD 2013 s’élève à 2 456 K€, en augmentation de 2% par rapport à 2012 (+45 K€).

L’ETABLISSEMENT DE CHALES a réalisé un chiffre d’affaire de 1 484 K€. Le graphique proposé ci-après présente une répartition de ce dernier (en %) selon la nature des groupes accueillis.



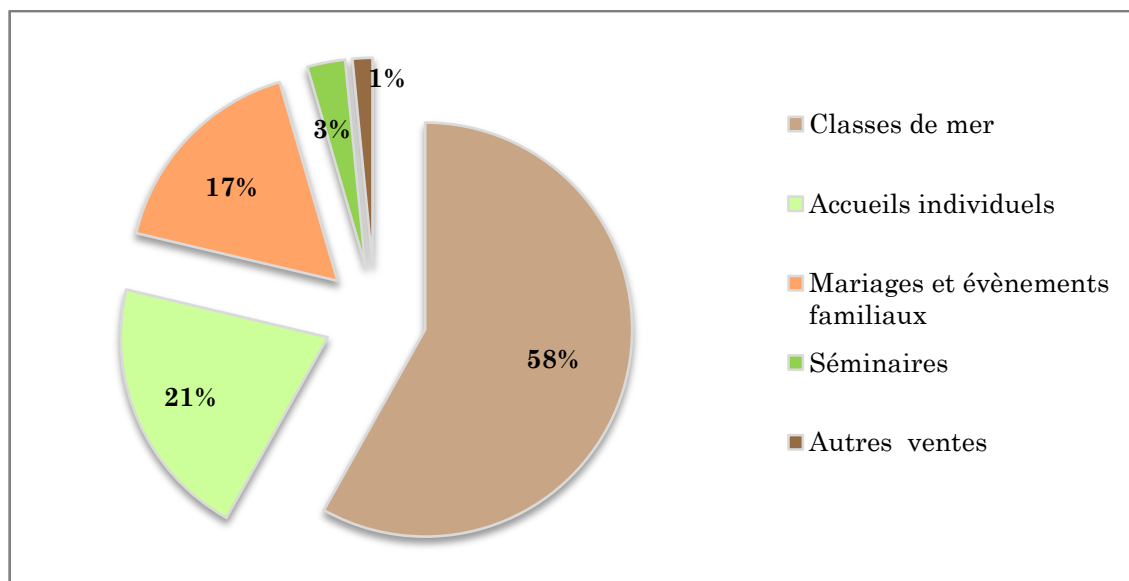
Représentant 57% du chiffre d'affaires, les séminaires d'entreprises constituent la première clientèle de l'établissement, devant les événements familiaux (20%), les classes vertes (19%) et l'accueil individuel (4%).

Cette répartition confirme la vocation de Chalès, comme un centre spécialisé dans l'accueil de tourisme de groupes. A l'inverse, nous constatons que la clientèle individuelle occupe une part marginale de la clientèle représentant moins de 5% du chiffre d'affaire 2013.

LE CHIFFRE D'AFFAIRE DU SIEGE correspond à la facturation des séjours de vacances et séjours pédagogiques organisés à Chalès et à Bilhervé ainsi que des séjours achetés à des prestataires extérieurs.

Il s'élève à 491 K€, pour 543 K€ en 2012, soit une diminution de 52 K€. C'est la baisse de la facturation liée aux séjours de vacances ADOS qui explique cette diminution. Rappelons que le Conseil d'administration a décidé de limiter le budget consacré à l'achat de ces séjours en 2013. Ces achats ont représenté une dépense de 324 K€ pour 440 K€ en 2012.

L'ETABLISSEMENT DE BILHERVE a réalisé un chiffre d'affaire de 452 K€. Le graphique proposé ci-après présente une répartition de ce dernier selon la nature des groupes accueillis.



Avec 58% du chiffre d'affaire, les classes de mer représentent la première « clientèle » accueillie à Bilhervé. Elles génèrent un chiffre d'affaire de 274 K€. Les autres groupes accueillis au sein de l'établissement sont constitués des familles douanières (21%), des mariages et événements familiaux (17%) et des séminaires (3%).

1.2 LES DONNS ET LEGS.

Le montant des dons et legs s'élève à 498 K€.

On constate une augmentation significative (+137 K€) qui s'explique par la réalisation d'un legs important (236 K€) survenu en fin d'exercice.

Les dons et legs constituent une source importante de revenus pour les associations. Cette réalité justifie les efforts engagés par l'œuvre, à travers sa présence au congrès des

notaires notamment, pour faire connaître son histoire, son objet social et son action auprès de donateurs potentiels.

1.3 LE COMPTE EMPLOI DES RESSOURCES (CER).

A travers les dons et legs, l'œuvre bénéficie de sommes importantes provenant de la générosité publique. La loi lui fait donc obligation de publier un CER. Ce document précise la destination des fonds ainsi collectés. Il indique comment ces derniers sont affectés au financement des missions sociales inscrites dans ses statuts.

Le CER 2013 est présenté en annexe. Il permet aux adhérents de vérifier que les sommes collectées au titre des dons et legs (497 K€) ont été affectées au financement des secours (2 427 K€).

EMPLOIS	2013
Mission sociale et secours	2 426 723 €

RESSOURCES	2013
Ressources collectées auprès du public (dons et legs)	497 764€

2 – LES CHARGES D'EXPLOITATION ODOD.

CHARGES D'EXPLOITATION

	2013	2012	2013/2012
<i>Salaires et traitements</i>	2 373 515	2 259 962	
<i>Charges sociales</i>	816 226	834 509	
Masse salariale	3 189 741	3 094 471	95 270
Autres charges de gestion courante (dont secours)	2 426 842	2 408 800	18 041
Autres achats et charges externes	2 945 614	2 919 913	25 702
Dotation aux amortissements et dépréciations	1 056 454	1 182 629	-126 175
Achats de matières premières	651 329	677 221	-25 891
Impôts et taxes	297 978	303 295	-5 317
Variation de stocks	3 622	39 278	-35 656
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	10 571 580 €	10 625 607 €	-54 027 €

-1%

TABLEAU 5

Le total des charges d'exploitation s'élève à 10 572 K€.

On constate une baisse de ces charges sur l'exercice (-1%) qui s'explique par ordre d'importance par la baisse de la dotation aux amortissements (-126 K€) traduisant une diminution significative des investissements réalisés en 2013 ; par la variation des stocks (-36 K€), enfin par la diminution des achats de matières premières (-26 K€) dont les achats alimentaires (-18 K€) malgré une augmentation du chiffre d'affaires réalisée à travers l'activité hôtelière lucrative.

2.1 LA MASSE SALARIALE : VARIATION EN 2013 ET REPARTITION PAR ETABLISSEMENT.

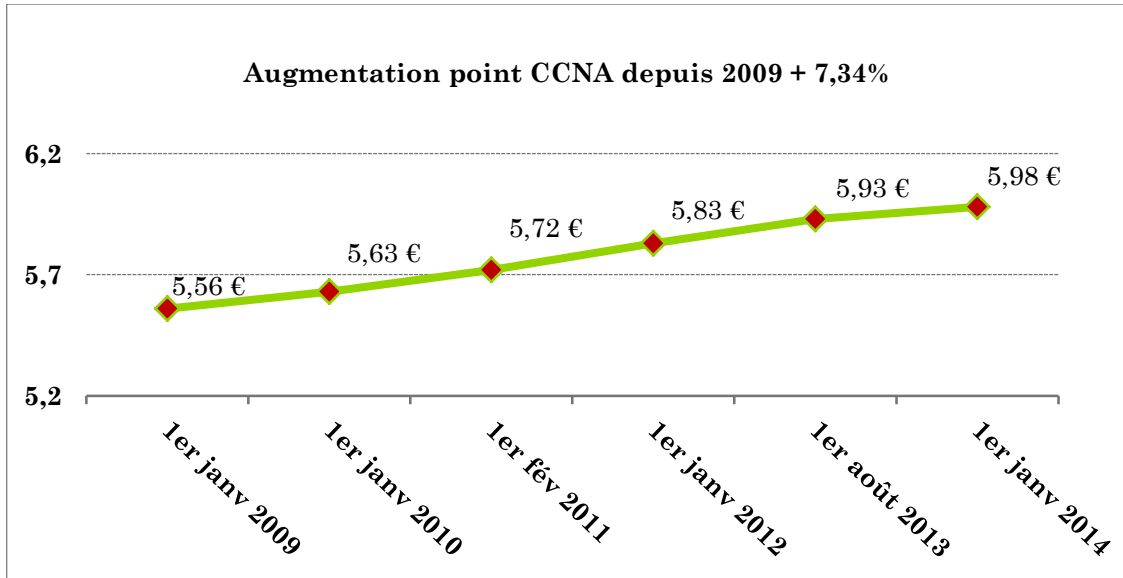
Une augmentation de la masse salariale (+ 95 K€ ; +3%) est constatée par ailleurs.

Elle s'explique principalement par la liquidation d'indemnités de licenciement (29 K€) et la signature de deux ruptures conventionnelles (23 K€).

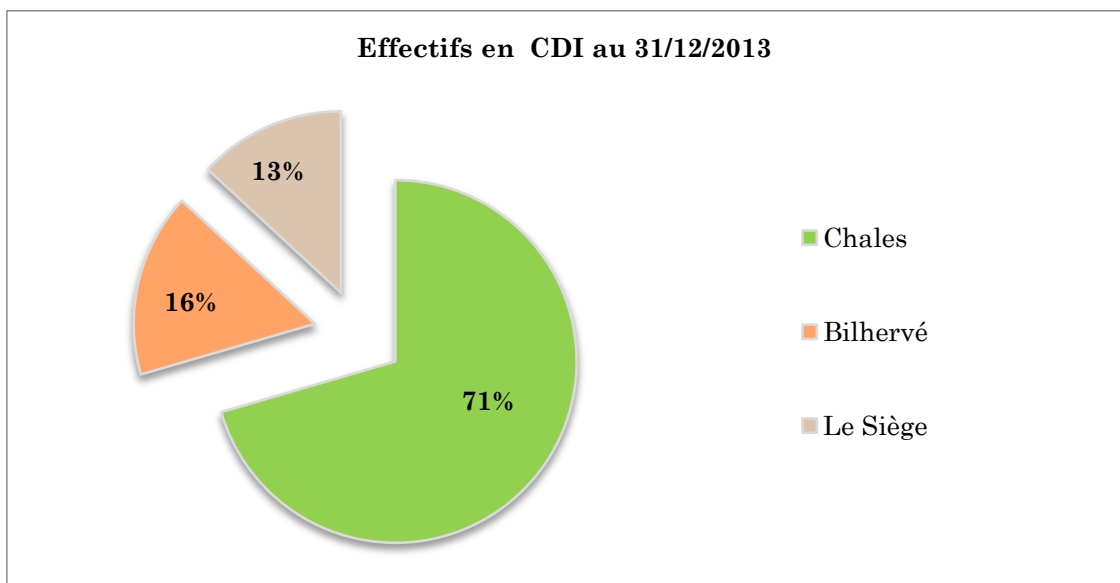
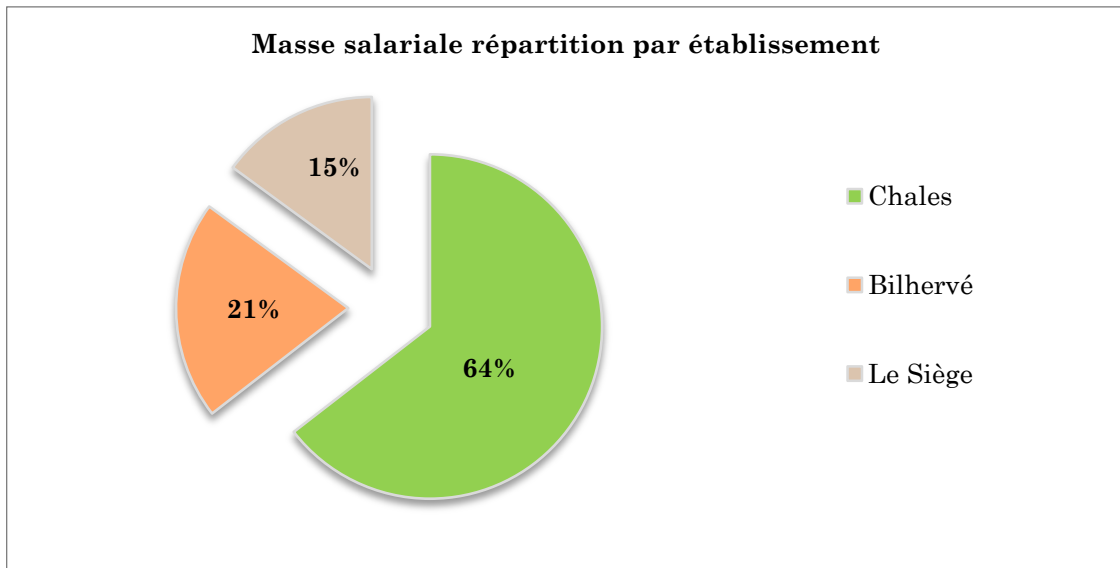
D'autres facteurs expliquent cette hausse :

- octroi de promotions,
- attribution de primes catégorielles,
- enfin, augmentation du point de la convention collective de l'animation (CCNA) en (+1,72%) intervenue au 1^{er} aout 2013 ;

Le graphique ci-après présente l'évolution du point de la CCNA depuis 2009. Les salaires de l'ODOD, indexés sur la hausse du point négocié par les organisations syndicales représentatives du secteur de l'animation, ont augmenté de 7,34 % sur la période.



Les graphiques ci-après présentent une répartition de la masse salariale 2013 et des effectifs embauchés en CDI dans chacun de nos établissements.



2.2 LES SECOURS 2013

	2013	2012
Secours Orphelins de père et mère	100 902	41 860
Secours Orphelin de douanier	787 663	843 430
Secours Orphelin de conjoint de douanier	319 595	330 925
Secours Article 34 spécial	93 673	98 715
Secours O.A.D. + 21 ans	319 334	318 320
Secours Pupille	1 621 167 €	1 633 250 €
Secours Congés Maladie	131 085	115 129
Secours congés maladie	131 085 €	115 129 €
Secours handicap	553 647€	541 430
Secours rente survie	22 683€	13 812
Subvention vacances pour handicapés	12 588€	8 652
Secours handicap	588 918 €	563 894 €
Secours exceptionnels	4 829	8 180
Secours exceptionnels	4 829 €	8 180 €
Bourses vacances	38 400	40 500
Cadeaux de Noël	37 950	36 300
Autres secours	76 350 €	76 800 €
Soutien scolaire	4 951€	2 986
Aide au soutien scolaire	4 951€	2986
TOTAL Secours et soutien scolaire	2 426 723 €	2 400 239 €

TABLEAU 6 : LES SECOURS ODOD

Le montant des secours versés en 2013 s'établit à 2 427 K€. On constate une augmentation par rapport à 2012 (+27 K€) qui s'explique d'abord par l'augmentation du nombre de bénéficiaires. En 2013, 36 « orphelins » supplémentaires ont été inscrits sur les rôles de l'Œuvre portant l'effectif à 379 (pour 343 en 2012).

Par ailleurs, 21 nouveaux enfants présentant un handicap ont bénéficié de notre intervention, en plus des 489 inscrits en 2012.

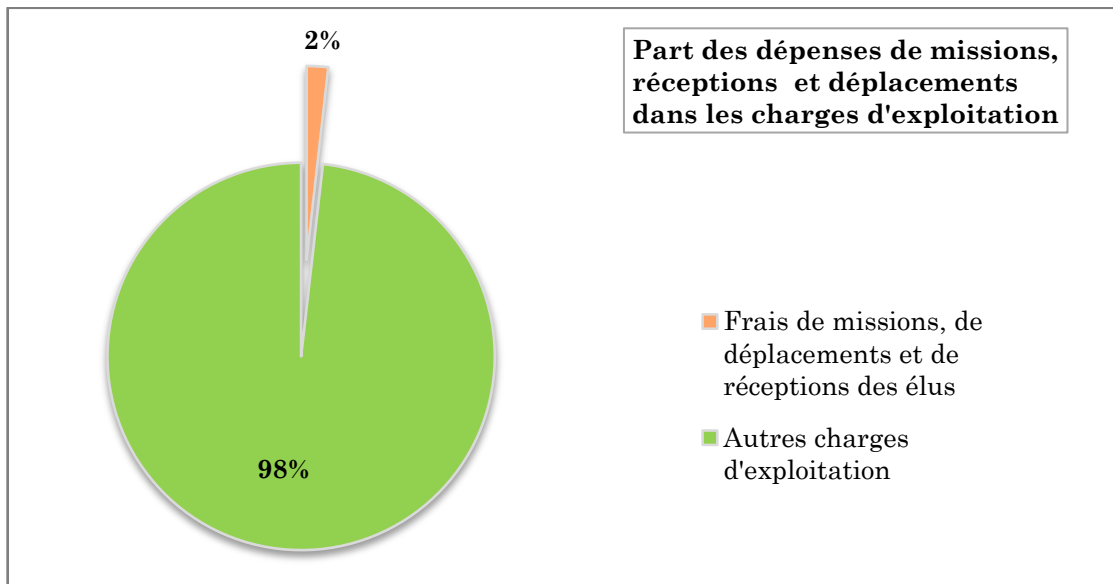
Cette hausse s'explique également par l'augmentation du montant nominal des secours proportionnelle à l'inflation constatée sur l'exercice (+2%). A travers cette hausse, le Conseil d'administration démontre sa volonté de préserver le pouvoir d'achat des secours.

2.3 LES CHARGES DE FONCTIONNEMENT : AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES.

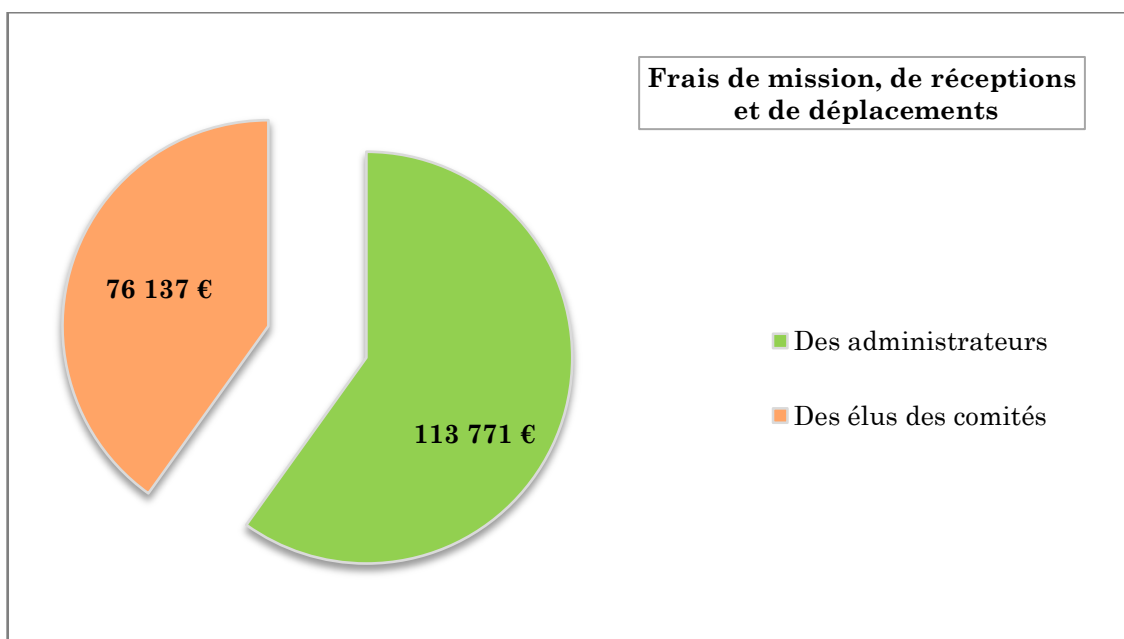
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES (supérieurs à 30 K€)	
Achats de séjours ADOS	323 949
Fournitures EDF GDF	221 830
Rémunérations diverses (Remboursement de la rémunération des permanents)	183 951
Sous-traitance générale (Externalisation du lavage du linge à Chalès)	177 538
Honoraires	171 576
Entretien des constructions	156 493
Locations diverses (Système de sécurité, véhicules...)	148 221
Transports des enfants - centre de vacances de Chalès	123 827
Frais de déplacements, de missions et réceptions des administrateurs	113 771
Affranchissements (Pupille, catalogue vacances, appel de cotisation...)	82 154
Déplacements des élus des comités	76 137
Sous-traitance du Siège (Impression du Pupille, du catalogue vacances, du site Internet)	71 230
Achats d'outillages, de petits matériels et de mobiliers	69 014
Primes d'assurance	68 503
Maintenance des matériels informatiques et des matériels de bureau	59 970
Services bancaires (Droits de garde du portefeuille et commissions de gestion)	59 879
Dépenses de communication et publications	55 209
Transports des enfants - centres de vacances ADOS	47 587
Sorties éducatives	46 990
Charges de copropriété (Le Belvédère)	44 570
Dépenses de produits d'entretien	42 630
Sorties des centres de Vacances	41 262
Télécommunications	37 381
Transports centre de vacances de Bilhervé	36 645
Carburants	32 202
Rénovations immobilisables	32 023
Dépenses de formation	30 644
Personnels intérimaires	30 465
Autres charges de fonctionnement (inférieures à 30 K€)	359 963
TOTAL AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES	2 945 615 €

TABLEAU 7 : AUTRES ACHAT ET CHARGES EXTERNES SUPERIEURES A 30K€

2.4 LES DEPENSES DE MISSIONS, RECEPTIONS ET DEPLACEMENTS DES ELUS NATIONAUX ET REGIONAUX. QUELLE PART DANS LES ²²DEPENSES D'EXPLOITATION ?



2.5 LES DEPENSES DE MISSIONS, RECEPTIONS ET DEPLACEMENTS. QUELLE REPARTITION ENTRE LES DEPENSES DES ADMINISTRATEURS ET LES DEPENSES DES ELUS DES COMITES ?



2.6 LES DEPENSES DE COMMUNICATION (PUPILLE ET SITE INTERNET) EN 2012 ET 2013

La communication (réalisation du Pupille et du site Internet) a représenté une dépense de 151 K€ en 2013. Elle comprend les honoraires dus à nos intervenantes journaliste et maquettiste du Pupille ; les dépenses d'impression et de routage de la revue ; enfin les dépenses liées au lancement de notre nouveau site Internet réalisé par la société Differentie.

Pour mémoire, ces dépenses (réalisation du Pupille uniquement) s'élevaient à 182 K€ en 2012.

III – L’ACTION SOCIALE EN 2013

« UNE SUBVENTION QUI NE COUVRE PLUS LE COUT DE L’ACTION SOCIALE. »

Le tableau n°8 présente la valorisation de l’Action Sociale 2013.

ACTIVITES 2013	VENTILATION DES CHARGES NETTES PAR NATURE					
	Charges et produits directs	RH	Alimen-taire	Locaux et matériels	Total	%
Internat	21	777	27		825	14,2%
Vacances	177	878	126		1 181	20,3%
Locaux et matériel				1 848	1 848	31,8%
Activité lucrative	-1 700	657	460		-583	-10,0%
ACTION SOCIALE dans les établissements	-1 502	2 312	613	1 848	3 271	56,2%
Secours	2 428	84		20	2 532	43,5%
Sorties éducatives	13				13	0,2%
TOTAL ACTION SOCIALE	939	2 396	613	1 868	5 816	100%
TOTALES DES RESSOURCES SOCIALES 2012					5 562	
SUBVENTION DGDDI					5 064	
DONS ET COLLECTES					498	

TABLEAU 8 : L’ACTION SOCIALE ODOD

Le budget Action Sociale ODOD se répartit entre *d’une part* les dépenses liées à l’Action Sociale organisée au sein des établissements de Chalès et Bilhervé (Action sociale dite réceptive) et *d’autre part* les dépenses Secours et plus symboliquement celles liées aux sorties éducatives des comités.

3.1 L’ACTION SOCIALE ORGANISEE A CHALES ET BILHERVE (ACTION SOCIALE RECEPTIVE).

Elle représente un budget de 3 271 K€ soit 56% de l’enveloppe.

Les sommes investies dans le fonctionnement de l’Internat et les centres de vacances sont respectivement de 825 K€ et 1 181 K€. Par ailleurs, les dépenses d’entretien des établissements (charges de locaux et matériels) s’élèvent à 1 848 K€. Nous constatons ainsi que les dépenses de structure représentent plus du tiers du budget Action Sociale ODOD en 2013 (32,5%).

L'activité lucrative génère, quant à elle, un produit net de 583 K€. Il vient en déduction des charges précédemment calculées. Cette présentation permet de mettre en évidence la finalité de cette activité lucrative qui est bien d'amortir partiellement les dépenses de structure supportées par l'association.

3.2 LES SECOURS ET LES SORTIES EDUCATIVES DES COMITES.

A cette Action Sociale réceptive, il convient d'ajouter le montant des secours 2 560 K€ et des sorties éducatives des comités 60 K€.

Au total, l'Action Sociale ODOD représente un budget de 5 846 K€. Il s'élevait à 5 967 K€ en 2012.

Ce tableau décrit également les ressources sociales de l'ODOD. Elles sont constituées de la subvention versée par la direction générale et des dons et legs (498 K€).

Nous vérifions ainsi que la subvention DGDDI (5 064 K€) ne couvre plus le cout de l'action sociale (5 016 K€).

Le tableau n°9 présente la valorisation de l'Action Sociale ODOD sur la période 2013 - 2011. Il indique également le nombre des bénéficiaires concernés par cette action par grand secteur d'activité.

ACTIVITES	Nombre de bénéficiaires	2013	2012	2011
Internat	11	825	853	910
Vacances	931	1 181	1 170	1 108
Locaux et matériels		1 848	1 887	1 900
Activité lucrative		-583	-473	-309
ACTION SOCIALE (réceptive)		3 271	3 437	3 608
Secours	975	2 532	2 499	2 427
Sorties éducatives	1 516	13	31	27
TOTAL ACTION SOCIALE	3433	5 816	5 967	6 062
Subvention DGDDI		5 064	5 251	5 646
Dons et collectes		498	361	234
RESSOURCES SOCIALES TOTALES		5 562	5 612	5 879

TABLEAU 9 : EVOLUTION DE L'ACTION SOCIALE ENTRE 2013 ET 2011

IV– BILAN ODOD

“ UNE ACTION SOCIALE QUI RESISTE GRACE AUX RESERVES FINANCIERES ”.

5.1 L'ACTIF

ACTIF	31/12/2013 Net	31/12/2012 Net
ACTIF IMMOBILISE		
Immobilisations incorporelles	18 844	29 639
Immobilisations corporelles	7 900 346	8 410 237
Terrains	925 002	925 002
Constructions	4 689 556	4 928 347
Installations techniques	343 784	341 540
Autres immobilisations corporelles	1 942 004	2 215 348
Immobilisations financières	51 789	47 928
Autres immobilisations financières		6 038
Prêts	50 101	41 890
Autres titres immobilisés	1 688	
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	7 970 979	8 487 804
ACTIF CIRCULANT		
Stocks et en-cours	84 721	88 342
Fournisseur avances et acompte	2 604	53 812
Créances	304 468	332 931
Valeurs mobilières de placement	21 356 893	22 423 155
Disponibilités	7 809 312	8 397 936
Charges constatées d'avance	160 746	160 914
TOTAL ACTIF CIRCULANT	29 718 744	31 457 090
TOTAL GENERAL	37 689 723 €	39 944 894 €

TABLEAU 10 : BILAN ODOD 2013-2012 L'ACTIF

L'actif (tableau n°10) présente le patrimoine de l'association. Il s'élève à 37 690 K€. Il se compose :

- d'un actif immobilisé, réparti entre les immobilisations incorporelles (les logiciels) et corporelles (les terrains, les constructions, les installations techniques, le matériel et l'outillage, enfin les autres immobilisations corporelles). Il est valorisé pour un montant de 7 971 K€.
- d'un actif circulant qui comprend les créances, les valeurs mobilières de placement et les disponibilités, repris pour un montant de 29 719 K€.

5.2 LE PASSIF

PASSIF	31/12/2013 Net	31/12/2012 Net
CAPITAUX PROPRES		
Réserves statutaires	36 151 827	36 927 755
Résultat de l'exercice	-1 276 802	-775 927
Subventions d'investissement	225 606	282 686
TOTAL CAPITAUX PROPRES	35 100 631	36 434 514
TOTAL PROVISIONS	48 000	
DETTES		
Dettes financières	747 511	2 319 330
Dettes d'exploitation	1 390 939	1 181 802
Dettes diverses	304 180	9 248
Produits constatés d'avance	98 462	
TOTAL DETTES	2 541 092	3 510 380
TOTAL GENERAL	37 689 723 €	39 944 894 €

TABLEAU 11 : BILAN ODOD 2013 – 2012

LE PASSIF

Le passif (voir tableau n°11) est composé :

- des capitaux propres de l'association. Ces derniers sont constitués des réserves qui représentent le cumul des résultats de l'ODOD pour un montant de 35 101 K€.
- et des dettes (2 541 K€) réparties en dettes envers les établissements de crédit (748 K€), les dettes fournisseurs, fiscales et sociales non encore échues (1 695 K€) et les produits constatés d'avance (98 K€).

CONCLUSION

Les résultats financiers de l'association se dégradent d'année en année et c'est en puisant dans ses réserves (1,2 M€ depuis 2011) que l'œuvre assure le financement de ses missions sociales.

Chacun comprend aujourd'hui que cette situation ne peut durer.

La fermeture de l'Internat, votée en assemblée générale extraordinaire le 26 mars dernier est une décision courageuse qui participera au rétablissement des équilibres financiers de l'association.

A cette occasion, l'ODOD se doit de relever un double défi. Elle doit :

1) *d'une part* rechercher à améliorer ses recettes d'exploitation. Comme nous l'avons démontré lors des assemblées générales locales, nos marges de manœuvre sont objectivement limitées ;

2) *d'une part* viser une réduction significative de ses dépenses sans remettre en cause le périmètre de son action sociale.

C'est donc à un exercice délicat que le Conseil d'administration doit se livrer dans les prochaines années. Bien sûr réaliser des économies. Mais les réaliser en sanctuarisant les budgets sociaux qui attestent de l'importance et de l'efficacité d'une intervention qui répond depuis près d'un siècle aux besoins renouvelés des enfants des familles douanières.

Conseil d'Administration - Paris, le 31 mars 2014

Note

Lined writing area consisting of numerous horizontal dotted lines for notes.

